

« Hors de la ferme ! » (*tiaochu nongmen*)

Mobilité sociale et répartition entre les sexes des ressources dans un village de Chine centrale, 1950-2012

Yuqin Huang

Traducteur : Matei Gheorghiu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6398>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2012

Pagination : 27-36

ISBN : 979-10-91019-05-7

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Yuqin Huang, « « Hors de la ferme ! » (*tiaochu nongmen*) », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2012/4 | 2012, mis en ligne le 01 décembre 2015, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6398>

« Hors de la ferme ! » (*tiaochu nongmen*)

Mobilité sociale et répartition entre les sexes des ressources dans un village de Chine centrale, 1950-2012

HUANG YUQIN

RÉSUMÉ : Depuis la fin des années 1950, la mise en place du système d'enregistrement des ménages (*hukou*) a fait de la conversion du *hukou* rural en *hukou* urbain une des principales voies d'ascension sociale en Chine rurale. Partant d'une approche biographique, cet article tente de saisir, parallèlement aux évolutions historiques entre 1950 et 2012, les hauts et les bas de diverses formes de conversion du *hukou* et d'ascension sociale. Il s'efforce également de rendre compte de la manière dont ces possibilités fluctuantes ont été perçues, interprétées, mises en œuvre et actualisées par les habitants d'un village de Chine centrale, ainsi que leurs conséquences en termes de répartition genrée des ressources éducatives entre les enfants au sein d'un ménage. En cela, il participe aux débats en cours portant sur la relation entre allocation des ressources du ménage, inégalité des genres et mobilité sociale dans la Chine rurale. En examinant les dynamiques de ces trajectoires de mobilité sociale, cet article prête une attention toute particulière à l'éducation et aux transformations de sa fonction d'ascenseur social, et affirme qu'il existe un lien involontaire entre la réussite universitaire, les améliorations de l'égalité des sexes en matière d'éducation en Chine rurale et la mobilité sociale. Ce lien est néanmoins faible, du fait de la logique développementaliste qui le sous-tend.

MOTS-CLÉS : mobilité sociale, rapports de genre, ressources des ménages, (in)égalités scolaires, Chine rurale.

Mis en place en 1958, l'actuel système du *hukou* (système d'enregistrement des ménages) englobe une série de législations qui séparent institutionnellement les citoyens chinois en deux catégories : les titulaires du « *hukou* agricole » (*nongye hukou*) et les titulaires du « *hukou* non-agricole » (*fei nongye hukou*). Utilisé pour répartir les ressources entre zones rurales et urbaines, maîtriser les mouvements migratoires vers les villes et faciliter le contrôle de certains groupes de la population, le système du *hukou* a, dès son adoption, créé un fossé entre Chine rurale et Chine urbaine. Les résidents ruraux et urbains n'ont en effet pas le même accès aux prestations sociales, qu'il s'agisse du logement, de l'éducation, de la prise en charge des dépenses de santé, des pensions de retraite ou des perspectives d'emploi, les derniers étant dans ces domaines nettement favorisés⁽¹⁾. Le clivage rural/urbain causé par ce système et d'autres mesures gouvernementales inéquitables est si important que Whyte parle d'« un pays, deux sociétés »⁽²⁾. Pour toutes ces raisons, la conversion du *hukou* rural en *hukou* urbain a été, pendant les six dernières décennies, un aspect central de la mobilité sociale ascendante dans la Chine rurale⁽³⁾.

Le *hukou* est attribué à la naissance et est généralement transmis par un des parents. Les enfants héritent normalement du statut de leur mère, et c'est seulement au cours de ces dernières années qu'ils ont été autorisés à choisir entre le statut de leur père ou celui de leur mère, ces politiques variant toutefois d'une région à l'autre⁽⁴⁾. Les statuts « titulaire d'un *hukou* agricole » ou « titulaire d'un *hukou* non-agricole » sont ainsi devenus constitutifs d'identités sociales héréditaires, rendant extrêmement difficile, pour le titulaire d'un *hukou* agricole, d'obtenir un *hukou* urbain. Tout au long des dernières décennies, il existait toutefois certaines possibilités de conversion du *hukou*. Les études supérieures, l'accès à une fonction de cadre du Parti et le service militaire étaient parmi les voies de conversion les plus usitées⁽⁵⁾. Hors de ces chemins directs garantissant le changement de statut, il existait des voies d'accès indirectes, lesquelles, sans apporter un changement immédiat de statut, pouvaient permettre un accès partiel aux res-

sources urbaines, réduisant l'écart entre villes et campagnes par le biais d'une amélioration du niveau de vie⁽⁶⁾. La migration de travail et le mariage en sont des exemples. Ces voies directes et indirectes ont cependant varié en fonction des changements socioéconomiques et politiques. En outre, le sexe est un élément déterminant l'accès à ces différentes possibilités. Par exemple, la carrière militaire ou celle de cadre sont plus ouvertes aux hommes tandis que davantage de femmes ont utilisé le mariage comme voie d'ascension sociale. Deux périodes principales peuvent être identifiées de ce point de vue : l'ère collectiviste (1950-1978) et l'ère des réformes (de 1978 à nos jours)⁽⁷⁾.

Cet article tente de mettre en lumière, pour les deux périodes que nous avons distinguées, les hauts et les bas des diverses voies d'ascension sociale et de rendre compte de la manière dont elles sont perçues, interprétées, poursuivies, et actualisées par les habitants d'un village de Chine centrale, tout en considérant leurs conséquences sur la répartition entre les sexes

1. Wu Xiaogang et Donald J. Treiman, « Household Registration System and Social Stratification in China: 1955-1996 », *Demography*, vol. 41, n° 2, 2004, p. 363-384.
2. Martin King Whyte (éd.), *One Country, Two Societies: Rural-Urban Inequality in Contemporary China*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2010.
3. Wu Xiaogang et al., *art. cit.*, 2004, p. 363.
4. Wu Xiaogang et al., *art. cit.*, 2004.
5. Sulamith H. Potter et Jack M. Potter, *China's peasants: The anthropology of a revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; Wu Xiaogang et al., *art. cit.*, 2004.
6. Les travailleurs migrants aisés pourraient avoir des chances d'obtenir un *hukou* urbain en achetant un logement, mais les politiques varient d'une région à l'autre et sont instables. Le mariage entre titulaires d'un *hukou* rural et d'un *hukou* urbain n'entraîne pas en lui-même l'obtention d'un *hukou* urbain. Voir Zhao Yaohui et Liu Qiming, « Zhongguo chengxiang qianyi de lishi yanjiu: 1949-1985 » (Recherche sur la migration en direction des villes en Chine : 1949-1985), *Zhongguo renkou kexue* (Chinese demographic science), n° 2, 1997.
7. La distinction entre ces deux périodes historiques ne signifie pas qu'elles soient radicalement différentes mais elle est ici utile en ce que de nombreuses politiques qui ont eu beaucoup d'influence sur les vies des Chinois ruraux ont été mises en œuvre au moment de la transition entre ces deux périodes ; par exemple, le rétablissement du concours d'entrée à l'université en 1977, l'encadrement strict de la politique de contrôle des naissances dans la Chine rurale, le léger relâchement du système du *hukou* ainsi que l'exode rural massif.

des ressources éducatives entre enfants d'un même ménage. En cela, cette recherche participe aux débats en cours portant sur la relation entre allocation des ressources du ménage, inégalités de genre et mobilité sociale en Chine rurale. En examinant les dynamiques et les trajectoires de mobilité sociale, cet article prête une attention toute particulière à l'éducation et aux transformations de sa fonction d'ascenseur social, et affirme qu'il existe un lien involontaire entre l'accès à l'enseignement supérieur, l'amélioration de l'égalité des sexes en matière d'éducation en Chine rurale et la mobilité sociale. Ce lien est néanmoins faible en raison de la logique développementaliste qui le sous-tend, selon laquelle l'éducation des filles n'est utile que lorsqu'elle permet de promouvoir le développement. Cette logique conçoit les filles comme des agents du développement de leur famille et de l'État, sans se soucier de la manière dont leurs vies pourraient en être affectées.

Cet article analyse dans un premier temps les différentes voies d'ascension sociale que constituent l'éducation, le mariage, et le travail selon une perspective théorique centrée sur les différences entre les sexes. Après avoir brièvement situé le village de Lianhe et présenté les méthodes de recherche, il procède à l'examen des moyens d'ascension sociale et de leurs conséquences sur les hommes et les femmes durant la période collective puis celle des réformes. Il montre ensuite que les études supérieures ne sont plus un moyen d'ascension sociale aussi performant que par le passé, et que cette évolution n'est pas sans conséquences sur l'égalité des sexes dans les ménages ruraux. La conclusion esquisse les principaux résultats empiriques et théoriques.

La mobilité sociale et le genre en Chine rurale : éducation, travail et mariage comme trajectoires

Les voies contemporaines de mobilité sociale pour les femmes rurales sont analysées dans divers travaux, même si toutes les formes possibles d'ascension n'y sont pas systématiquement discutées. Par exemple, dans un article sur l'émergence du « pouvoir des filles » (*girl power*) dans les ménages ruraux en Chine, Yan Yunxiang⁽⁸⁾ suggère que, depuis les années 1950, le rôle des femmes rurales dans la sphère domestique s'est progressivement transformé : partant d'une situation marginale (*outsider*), elles sont devenues de nouveaux acteurs dans les affaires familiales grâce – outre les politiques étatiques et les réformes en faveur des femmes – à certains facteurs externes d'autonomisation comme la collectivisation agricole, la participation aux activités publiques et des possibilités accrues d'ascension sociale par le biais du mariage. Yan identifie ainsi le travail et le mariage comme les principaux moyens d'ascension sociale des femmes pendant la période collectiviste. À partir de son enquête dans un village du Hubei, Zhang Hong⁽⁹⁾ a montré qu'à l'instar des femmes de l'ère collectiviste dans le village étudié par Yan Yunxiang, les jeunes filles du village de Zhongshan ont récemment gagné en autonomie grâce à leur capacité à gagner de l'argent par le biais de la migration de travail vers les villes⁽¹⁰⁾, sans parler de la politique de contrôle des naissances et de la baisse de la fécondité qui ont également eu un impact favorable de ce point de vue. Si ces travaux confirment le mariage comme le principal moyen d'ascension sociale dans la période des réformes en Chine et si le rôle joué par la réduction de taille des familles ne fait pas de doute, Zhang omet toutefois de distinguer entre les jeunes ruraux qui « s'échappent de la campagne » grâce aux études supérieures et ceux qui s'engagent dans la migration économique. Pourtant, les études supérieures et la migration de travail sont deux voies totalement différentes,

tant au niveau institutionnel que dans les représentations que s'en fait la population rurale.

Institutionnellement, le fait que le titulaire d'un *hukou* agricole réside en ville ne lui garantit pas l'obtention d'un statut urbain. Cela engendre une situation dans laquelle les travailleurs migrants d'origine rurale ne peuvent prétendre à de nombreux droits et prestations sociales dont bénéficient les résidents qui disposent d'un *hukou* urbain, quand bien même ils feraient le même travail. Des inégalités en matière de couverture sociale pour les migrants et dans l'accès à l'école pour leurs enfants existent également. Ainsi, si la migration économique permet d'améliorer le bien-être des ruraux en augmentant leurs revenus, elle ne saurait changer leur statut. Toutefois, un *hukou* agricole peut être converti en *hukou* urbain après l'admission dans une école secondaire spécialisée (*zhongzhuan*)⁽¹¹⁾ ou dans une université ; les nouveaux titulaires d'un *hukou* non-agricole ont alors accès à toutes les prestations sociales mentionnées ci-dessus⁽¹²⁾. Ceci a contribué à créer au sein de la population rurale une perception différenciée de ces deux voies de mobilité sociale.

« Quitter la ferme » (*tiaochu nongmen*) est le terme utilisé en Chine rurale du Centre et du Sud-Ouest pour désigner une situation dans laquelle une personne ne se contente pas d'arrêter de travailler à la ferme et de quitter la campagne mais obtient également un vrai travail (*zhengzheng de gongzuo*)⁽¹³⁾. D'après certaines enquêtes menées auprès de migrants ruraux, un « véritable travail » est associé au statut de résident urbain et à l'accès aux prestations réservées à ce groupe. « *Dagong* » (boulot) (et non « *gongzuo* » : emploi) est le terme employé par les migrants eux-mêmes pour désigner les emplois salariés qu'occupent ces travailleurs migrants d'origine rurale encore enregistrés en tant que tels⁽¹⁴⁾. En d'autres termes, ces Chinois des campagnes perçoivent une hiérarchie entre le « labeur » (*laodong*), le « travail » (*dagong*), et « l'emploi » (*gongzuo*), ce dernier se situant au sommet de cette hiérarchie. Dans les zones rurales, cette distinction a contribué à donner l'impression que les études supérieures et la migration économique constituent deux voies d'ascension sociale radicalement distinctes.

Une conséquence fréquemment observée de cette perception hiérarchisée est la préférence absolue qu'accordent les parents ruraux, à un cursus universitaire généraliste plutôt qu'à l'enseignement secondaire professionnel (*zhongdeng zhiye jiaoyu*). Cette préférence est due au fait qu'un cursus universitaire généraliste, considéré comme la voie royale en Chine, est censé mener à un véritable emploi, avec un *hukou* urbain et les privilèges qui y sont attachés, tandis que l'enseignement professionnel permettrait seulement d'améliorer les conditions de travail. Malgré la promotion de la for-

8. Yan Yunxiang, « Girl Power: Young Women and the Waning of Patriarchy in Rural North China », *Ethnology*, vol. 45, n° 2, 2006, p. 105-123.
9. Zhang Hong, « China's New Rural Daughters Coming of Age: Downsizing the Family and Firing Up Cash-Earning Power in the New Economy », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 32, n° 3, 2007, p. 671-698.
10. Les restrictions à la migration des campagnes vers les villes ont été légèrement levées après le début des réformes économiques vers la fin des années 1970. Voir Barbara Entwisle et Gail E. Henderson (éd.), *Re-drawing boundaries: Work, households, and gender in China*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 2000.
11. Les écoles secondaires spécialisées ou *zhongzhuan* sont l'équivalent des lycées d'enseignement professionnel français (*ndt*).
12. Wu Xiaogang et Donald J. Treiman, « Inequality and equality under Chinese socialism: The Hukou system and intergenerational occupational mobility », *American Journal of Sociology*, vol. 113, n° 2, 2007, p. 415-45.
13. Weng Naiqun (éd.), *Cunluo shiye xia de nongcun jiaoyu: yi xinan sicun wei li* (L'éducation dans la Chine rurale : le cas de quatre villages dans la Chine du Sud-Ouest), Pékin, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2009.
14. Barbara Entwisle et al., *Re-drawing boundaries...*, op. cit.

mation professionnelle faite par l'État, les parents ne l'envisagent pour leur enfant que lorsque celui-ci n'a pas accès à de meilleures opportunités éducatives⁽¹⁵⁾.

Une autre conséquence est le préjugé fort répandu actuellement dans les zones rurales selon lequel l'enseignement supérieur est la seule voie pour « Quitter la ferme » (*tiaochu nongmen*). Ainsi que l'affirme une mère du Shandong rural à Paine et Delany, « c'est seulement grâce à l'enseignement que les enfants des campagnes peuvent "s'en sortir" (*chulu*) »⁽¹⁶⁾. Paine et Delany⁽¹⁷⁾, Weng⁽¹⁸⁾ et Kipnis⁽¹⁹⁾, après avoir examiné la manière dont les représentations de l'éducation se construisent en Chine rurale, suggèrent que l'éducation qui y est proposée produit de l'exclusion dans la mesure où elle dévalorise les connaissances pratiques rurales ; la conception du savoir est celle promue par les autorités, qui sont souvent situées dans des centres urbains, et est orientée vers des problématiques urbaines. De quelle manière ces effets particuliers de l'éducation académique affectent-ils les filles à la campagne ? Heidi Ross a montré que dans le Shaanxi rural « la plupart des parents et des filles qui voient autour d'eux un marché du travail sous tension, restent convaincus que la seule voie pour une fille d'améliorer ses conditions de vie est de faire des études supérieures »⁽²⁰⁾. Mais elle s'interroge sur cette logique développementaliste⁽²¹⁾ inhérente aux aspirations éducatives des parents ruraux à l'égard de leurs filles et aux efforts de l'État pour améliorer l'égalité des sexes dans l'éducation. Cette logique développementaliste conçoit les filles éduquées comme « à la fois des agents et des bénéficiaires du développement, et non comme ses victimes »⁽²²⁾.

À partir d'une perspective historique, cette recherche s'efforce de contribuer à ce questionnement sur les liens entre éducation, égalité des sexes et mobilité sociale en Chine rurale. Elle élargit le cadre temporel pour y inclure l'ère collective et s'intéresse, au-delà de l'éducation, à d'autres voies de mobilité sociale, essentiellement le travail et le mariage, deux domaines où le genre est déterminant et influence la capacité des femmes à recevoir et à faire usage de l'instruction. Cela révèle en retour les implications, différentes selon le sexe, de la perception hiérarchisée des divers moyens d'ascension sociale et les conséquences, elles aussi différentes selon le sexe, de la logique développementaliste dans l'éducation.

Terrain et méthodologie

Cet article s'appuie essentiellement sur des données quantitatives et de l'information ethnographique que l'auteure a collectées dans un village de Chine centrale, Lianhe⁽²³⁾, de septembre 2005 à mai 2006. Une série d'entretiens téléphoniques et de visites réalisés ultérieurement en 2008 et 2012 a également apporté un complément d'information. Situé dans le district de Sha, dans la province du Hubei, Lianhe était composé d'environ 450 ménages et de 1 600 habitants en 2005. Les villageois subsistent essentiellement grâce aux travaux agricoles ou à des emplois dans des villes éloignées, ou en alternant travaux agricoles et travaux manuels qualifiés, temporaires ou saisonniers au chef-lieu du district. Encore faiblement industrialisé, le district de Sha exporte plutôt sa main-d'œuvre rurale vers les villes. Selon les statistiques du gouvernement local, en 2005, environ 54 % des jeunes de 18 à 35 ans avaient quitté le district de Sha pour aller travailler dans de grandes villes.

La méthode utilisée dans cette recherche combine observation participante, entretiens qualitatifs et analyse de données démographiques recueillies auprès des villageois. J'ai vécu à Lianhe jusqu'à l'âge de 18 ans, et j'avais des contacts au village. À l'occasion du terrain ethnographique, j'ai vécu huit

mois au sein d'une famille dont les membres m'ont servi d'intermédiaires pour entrer en contact avec d'autres villageois, selon la méthode d'échantillonnage par « boule de neige ». Le projet visait à explorer les récits de vie de trois générations de villageois du point de vue de leur travail et de ses transformations, de leurs loisirs ainsi que de leur vie de famille (mariage).

Au total, 57 femmes d'âges et d'origines différents m'ont raconté leurs histoires de vie ; 21 hommes ont été interrogés au sujet de leur éducation, de leur mariage et de leur vie de famille. Il s'agissait uniquement de détenteurs de *hukou* agricole, et ils étaient incités à raconter en particulier leur parcours scolaire personnel ainsi que celui de leurs enfants. Une attention particulière a été prêtée aux moments où les habitants décidaient d'arrêter les études. J'ai également réussi à m'entretenir avec trois diplômés récents de l'université (deux femmes et un homme) qui étaient originaires de Lianhe et étaient venus rendre visite à leur famille. Mon observation participante ainsi que des discussions informelles dans les villages ont constitué une autre source d'informations.

À partir des informations collectées au cours des entretiens formels et informels, de mes observations ainsi que des données fournies par le comité du village, j'ai pu reconstituer les parcours des personnes originaires de Lianhe qui avaient réussi à obtenir un *hukou* urbain entre 1950 et 2012. Ces éléments sont rassemblés dans le Tableau 1 ci-dessous. Associés aux récits de vie des villageois, ces détails nous permettent de décrire les transformations des voies d'ascension sociale et leurs conséquences sur les rapports de genre dans les ménages ruraux à Lianhe durant les deux époques considérées, à savoir l'ère collectiviste et celle des réformes.

Mobilité sociale et répartition des ressources entre les enfants selon leur sexe pendant la période collective

Cette section se concentre sur les voies d'ascension sociale pendant l'ère collectiviste, leur influence sur la répartition des ressources entre les enfants de chaque sexe au sein des ménages ruraux ainsi que les dynamiques familiales qui y sont associées.

Les voies d'ascension sociale durant la période collectiviste

Dans le système communautaire de l'ère collectiviste, un paysan pouvait changer de statut de résidence en suivant trois voies principales. Premièrement, en accédant à l'éducation supérieure : un jeune pouvait devenir titulaire d'un *hukou* urbain après son admission dans une école secondaire

15. Andrew B. Kipnis, *Governing Educational Desire: Culture, Politics, and Schooling in China*, Chicago, The University of Chicago Press, 2011 ; Heidi Ross, « Challenging the gendered dimensions of schooling: The state, NGOs and transnational alliances », in Tamara Jacka et Sally Sargeson (éd.), *Women, Gender and Development in Rural China*, Edward Elgar Publishing Limited, 2011.
16. Lynn Paine et Brian Delany, « Rural Chinese Education: Observing from the Margin », in Judith Liu, Heidi A. Ross et Donald P. Kelly (éd.), *The Ethnographic Eye: Interpretive Studies of Education in China*, New York, Falmer Press, 2000, p. 105.
17. Lynn Paine et Brian Delany, *art. cit.*
18. Weng Naiqun (éd.), *Cunluo shiye xia de nongcun jiaoyu...*, *op. cit.*
19. Andrew B. Kipnis, *Governing Educational Desire...*, *op. cit.*, 2011.
20. Heidi Ross, « Challenging the gendered dimensions of schooling... », *art. cit.*, p. 162.
21. Heidi Ross, « Challenging the gendered dimensions of schooling... », *art. cit.*, p. 148.
22. *Ibid.*
23. Pour des raisons de confidentialité, j'ai changé les noms du village, du district et des personnes interrogées.

Tableau 1 – Les trajectoires des personnes ayant réussi à obtenir un hukou urbain à Lianhe entre 1950 et 2012.

Unité: personne			Moyens				
			Par le biais des fonctions de cadre ou du service militaire	Par le biais du mariage avec un titulaire de hukou urbain	Par le biais des études supérieures		
					Lycées professionnels (zhongzhuan)	Université	
Moment du transfert	Ère collective		Homme	3			
			Femme		1*		
	Ère des réformes	Jusqu'à 1999	Homme			2	1
			Femme			3	1
		Après 1999	Homme			3	6
			Femme			3	16

* Cette femme n'a pas obtenu un hukou urbain en épousant un titulaire de hukou urbain, mais en succédant aux fonctions de son beau-père dans un bureau de poste, puisque son mari handicapé n'était pas qualifié pour ce poste.

spécialisée (*zhongzhuan*) ou dans une université (*daxue*)⁽²⁴⁾. Deuxièmement, en accédant à une fonction de cadre : le parcours professionnel classique consistait à devenir cadre et membre du Parti communiste chinois (PCC) au niveau de l'équipe ou de la brigade de production (c'est-à-dire au niveau du village) puis à être promu cadre au niveau de la commune populaire ou au-dessus (c'est-à-dire au niveau du canton), ce qui lui permettait de devenir membre du personnel administratif de l'État et résultait dans l'obtention du statut urbain. Pendant l'ère collectiviste, devenir cadre était attractif en soi, même sans être promu au niveau du canton, dans la mesure où les leaders des équipes et brigades de production disposaient normalement d'un pouvoir absolu dans l'organisation du travail et la répartition des ressources au sein du village⁽²⁵⁾. Enfin, en effectuant le service militaire : le parcours professionnel consistait à s'engager dans l'Armée de Libération du Peuple, et acquérir ainsi le statut de membre du PCC, puis être promu dans l'armée, ou être déchargé du service militaire et affecté comme cadre local ; ce qui constituait une voie pour devenir membre du personnel administratif de l'État et entraînait l'obtention d'un statut urbain⁽²⁶⁾. Bien que la conversion du hukou par le biais de l'enseignement supérieur ne soit pas restreinte par des quotas gouvernementaux, l'investissement pour y parvenir était énorme et nécessitait un temps très long pour aboutir. En plus du financement des 12 ans d'éducation précédant l'accès à l'université, le risque d'échec aux examens d'admission pour les jeunes ruraux était important, ce qui pouvait causer leur retour au village et leur maintien dans la condition paysanne pour le restant de leurs jours. L'éducation supérieure était dès lors un investissement très risqué. De plus, l'examen national d'entrée à l'université a été suspendu de 1966 à 1977. L'admission de nouveaux étudiants s'est arrêtée jusqu'à ce que certaines institutions recommencent à recruter des étudiants « ouvriers-paysans-soldats » (*gongnongbing*) sur la base de leurs performances politiques et productives en 1972⁽²⁷⁾. Toutefois, étant donné que l'accès était alors plus conditionné par les recommandations que par le mérite, et que les quotas étaient très limités, la plupart des opportunités ont profité à ceux qui avaient le pouvoir ou des relations puissantes⁽²⁸⁾. Ainsi, durant l'ère collectiviste, le chemin le plus sûr d'accès au statut d'urbain pour la plupart des paysans était la carrière de cadre ou l'enrôlement dans l'Armée de Libération du Peuple.

Or, ces deux possibilités étaient bien plus limitées pour les femmes que pour les hommes. Peu de femmes s'engageaient dans l'armée et il y avait encore moins de postes de cadres disponibles pour les femmes, excepté dans les départements en rapport avec les affaires féminines, qui étaient toujours pourvus par des femmes. En outre, même les femmes qui devenaient cadres n'avaient pas souvent voix au chapitre dans les comités ; elles devaient se contenter pour la plupart de faire appliquer des politiques d'État et des ordres provenant de leurs supérieurs masculins auxquels elles étaient naturellement subordonnées⁽²⁹⁾ et auxquels toutes les opportunités de promotion échouaient. Par conséquent, pratiquement tous les moyens d'obtenir un statut urbain étaient bloqués pour les femmes de la campagne. Les seules moyens par lesquels elles pouvaient espérer une mobilité sociale ascendante étaient le travail et le mariage, même si ceux-ci ne garantissaient pas la conversion du hukou. Cette inégalité entre hommes et femmes dans l'accès au statut d'urbain a été déterminante dans la manière dont ont été réparties les ressources éducatives des ménages à Lianhe durant la période collective.

Dynamiques familiales : tracer la voie pour les garçons

Des histoires dans lesquelles les filles, en particulier les filles aînées, ont été contraintes d'abandonner l'école pour prendre soin des enfants plus jeunes ou pour aider au travail collectif m'ont été racontées maintes fois ceux qui étaient enfants ou parents à l'époque collectiviste. Les conditions de vie misérables et la taille des familles ont aussi joué un rôle important

24. Wu Xiaogang et Donald J. Treiman, « Inequality and equality under Chinese socialism... », *art. cit.*, p. 418-419.
25. Anita Chan, Richard Madsen et Jonathan Unger, *Chen Village: The recent history of a peasant community in Mao's China*, Berkeley, University of California Press, 1984.
26. Sulamith H. Potter et Jack M. Potter, *China's peasants...*, *op. cit.*; Wu Xiaogang et Donald J. Treiman, « Inequality and equality under Chinese socialism... », *art. cit.*, 2007.
27. Hu Zhiwen, « Huifu gaokao, gaibian yidai ren de mingyun » (La reprise du concours d'entrée à l'université a changé la vie d'une génération entière), *Huanqiu Renwu*, n° 4, 2007.
28. Lei Yi, « Huifu gaokao sanshi zhounian ji » (Sur le 30^e anniversaire de la reprise de l'examen national d'entrée à l'université), *Zhongguo Wang*, 2007, www.china.com.cn/review/txt/2007-02/14/content_7828154.htm (consulté le 13 novembre 2012).
29. Sulamith H. Potter et Jack M. Potter, *China's peasants...*, *op. cit.*, 1990.

dans ces histoires. À la suite des améliorations de la santé reproductive des femmes à la campagne, la Chine rurale a connu un « baby boom » post-révolutionnaire⁽³⁰⁾ qui a réduit le volume des ressources moyennes disponibles pour chaque enfant. Mais c'est toujours aux filles qu'on demandait de quitter l'école. Je n'ai pas trouvé un seul cas dans lequel on a demandé au garçon d'abandonner les études. La plupart étaient autorisés à rester à l'école autant qu'ils le souhaitaient à moins qu'ils ne veuillent eux-mêmes abandonner, très souvent en raison de mauvais résultats scolaires. Parmi les 57 femmes que j'ai interrogées, 20 étaient en âge d'être scolarisées pendant l'ère collectiviste. 13 d'entre-elles étaient les sœurs aînées dans leur famille et ont suivi en moyenne une scolarité de deux années, tandis que les sept cadettes ont eu une scolarité moyenne de six ans. Parmi les sept hommes scolarisés à cette époque, quel que soit le rang de leur naissance, ils sont restés en moyenne huit ans à l'école.

En dehors de l'éducation, les parents de Lianhe cultivaient leurs relations sociales afin de favoriser le recrutement de leurs garçons comme cadre ou militaire. L'histoire de Hanying, jeune mère durant l'ère collectiviste, en offre un bon exemple. Quand je l'ai rencontrée en 2005, elle était réellement fière de son investissement pour son fils aîné. Il était devenu vice-secrétaire du parti, ce qui voulait dire la seconde personne la plus puissante à Lianhe à l'époque, ou d'après Hanying elle-même, une « personne supérieure » (*ren shang ren*)

Mobilité sociale et répartition des ressources du ménage entre filles et garçons à l'ère des réformes

Le scénario pendant l'ère des réformes est différent. Les moyens d'ascension sociale ont changé et le contexte démographique des ménages ruraux a été radicalement transformé en raison des réformes économiques mais également de la mise en œuvre du contrôle des naissances à partir des années 1970. Cela a donné lieu à des dynamiques familiales différentes de même qu'à d'autres modes de répartition des ressources entre les enfants.

« Souliers en cuir ou sandales de paille ? » : les études comme voie d'ascension sociale

Pendant l'ère des réformes, il est devenu beaucoup plus difficile, sinon impossible, de changer son *hukou* rural en *hukou* urbain en faisant une carrière de cadre ou de militaire⁽³⁵⁾. En revanche, les études supérieures sont devenues un moyen plus accessible, les parents et les étudiants issus des campagnes le désignant d'ailleurs désormais comme l'« unique » voie possible⁽³⁶⁾. En réponse à ce changement, les parents ont commencé à placer beaucoup d'espoirs dans les études de leurs enfants. Des feux d'artifice sont allumés au village en l'honneur de ceux qui parviennent à « *du chu qu* » (quitter la campagne grâce à l'éducation), et des banquets sont organisés pour fêter le départ et célébrer le succès des jeunes gens qui, par ce moyen, ont acquis un statut d'urbain⁽³⁷⁾. Nombreux sont ainsi les enfants qui prennent des cours de rattrapage après un échec à l'examen national d'admission à l'université, et repassent ce concours plusieurs fois si besoin.

Ces dernières décennies, l'association entre études et mobilité sociale a pris une importance inédite dans les campagnes. Une ancienne institutrice d'école primaire de Lianhe raconte qu'elle utilise l'opposition entre « souliers en cuir » et « sandales de paille » pour encourager ses étudiants à travailler plus sérieusement :

« Vous devez travailler dur ! Si vous travaillez dur, et réussissez le concours d'admission, vous allez être capables de porter tout le temps des souliers en cuir. Si vous n'y arrivez pas, vous n'aurez que des sandales de paille. »

Cette métaphore est révélatrice des représentations de la population rurale sur le fossé profond qui sépare Chine rurale et Chine urbaine. Les leçons données par les professeurs trouvent leur écho chez les parents. J'ai demandé à tous les parents ayant de jeunes enfants quelles étaient leurs aspirations pour l'avenir de ces derniers. Aucun d'entre eux ne voulait que son enfant reste à la campagne. La condition paysanne est vraiment au bas de leur classement et c'est ce qu'ils désirent le moins pour leurs enfants. Tous s'accordent à dire que « quitter la ferme » (*tiaochu nongmen*) grâce aux études supérieures et obtenir un emploi stable dans une ville est leur première priorité.

La représentation de la scolarité construite par les habitants des campagnes est en fait à l'origine de changements récents en matière d'éducation. Comme cela a déjà été mentionné, les parents manifestent une préférence absolue pour l'enseignement généraliste au détriment de l'enseignement professionnel. Un autre exemple est le soudain déclin à l'échelle nationale des inscriptions dans les écoles secondaires spécialisées ou lycées professionnels (*zhongzhuan*) à la fin des années 1990 après une longue pé-

riode de développement, et ce en dépit de la promotion gouvernementale, tandis que les lycées généralistes (*gaozhong*) connaissaient un engouement important. Dans les années 1980 et une partie des années 1990, les lycées professionnels avaient acquis une popularité plus grande auprès des parents ruraux par rapport à l'éducation universitaire. Comparées aux universités qui ne recrutaient que des lycéens, les écoles secondaires spécialisées recrutaient d'excellents collégiens (*chuzhong*) et nécessitaient un investissement plus court tout en promettant des perspectives séduisantes, c'est-à-dire un statut urbain et un emploi d'État garanti par le gouvernement. Leur capacité à attirer une grande partie des jeunes diplômés des collèges constitue d'ailleurs la raison principale de la faible fréquentation des lycées généralistes avant les années 2000. Vers la fin des années 1990 toutefois, le système d'allocation des emplois a été abrogé, ce qui a contraint les diplômés des lycées professionnels à se débrouiller par eux-mêmes. Parallèlement, l'expansion du système universitaire à partir de 1999 a contribué à abaisser fortement le seuil d'entrée à l'université et a conduit à des taux inhabituellement élevés d'admission entre 1999 et 2003⁽³⁸⁾. Dès lors, un diplôme de lycée professionnel ne pouvait en aucun cas rivaliser avec une formation universitaire. Cela a donc poussé une grande partie des jeunes sortant du collège à s'orienter vers le lycée puis l'université, provoquant ainsi un déclin spectaculaire de l'enseignement professionnel à la fin des années 1990. Le taux de recrutement des lycées a par conséquent quasi doublé entre 2000 et 2008 après avoir traversé une longue période creuse⁽³⁹⁾.

Cette transformation est perceptible à Lianhe. Comme l'illustre le Tableau 1, avant 1999, cinq jeunes gens se sont orientés vers l'enseignement technique, et deux seulement ont intégré une université. Tandis qu'après 1999, six optent pour un lycée professionnel, n'ayant pas obtenu des résultats scolaires suffisants pour prétendre à une place dans un lycée généraliste (*gaozhong*) de bon niveau ou dans une université (*daxue*), mais 22 ont eu des résultats suffisants pour choisir cette voie royale. Les décisions prises par les étudiants et leurs parents à Lianhe illustrent donc la tendance nationale.

La complexité de l'égalité des sexes en matière d'éducation, de migration de travail et de mariage

Comment ce rôle nouveau joué par l'éducation en matière de mobilité sociale a-t-il affecté la manière dont les parents répartissent les ressources entre leurs enfants ? Tout d'abord, en dehors de ce changement, les contextes socio-économiques et démographiques ont également changé dans l'ère des réformes. Depuis sa mise en place au début des années 1970, la politique de contrôle des naissances a, on l'a vu, entraîné une diminution de la taille des familles⁽⁴⁰⁾, y compris à Lianhe. En Chine rurale, en raison d'une forte résistance populaire, la « politique de l'enfant unique » a été amendée en 1984 : désormais, dans la plupart des régions, si le premier né est de sexe féminin, le couple de paysans peut avoir un autre enfant après

35. Sulamith H. Potter et Jack M. Potter, *China's peasants...*, op. cit. ; Weng Naiqun (éd.), *Cunluo shiye xia de nongcun jiaoyu...*, op. cit.

36. Lynn Paine et Brian Delany, art. cit., p. 105.

37. Weng Naiqun (éd.), *Cunluo shiye xia de nongcun jiaoyu...*, op. cit.

38. Wu Bin et Zheng Yongnian, « Expansion of Higher Education in China: Challenges and Implications », Briefing Series – Issue 36, 2008, University of Nottingham, China Policy Institute.

39. Heidi Ross, « Challenging the gendered dimensions of schooling... », art. cit., p. 155.

40. Zhang Hong, « China's New Rural Daughters Coming of Age... », art. cit., p. 671.

un intervalle de quatre ans. À partir de la fin des années 1980, cette règle est devenue la norme prévalant en matière de contrôle démographique en Chine rurale⁽⁴¹⁾. Les habitants de Lianhe l'ont dans l'ensemble respectée, avec seulement quelques exceptions causées par des fluctuations dans sa mise en œuvre et dans une minorité des cas, des infractions. Mais en parallèle, malgré l'amélioration des conditions de vie permise par les réformes économiques dans leur phase initiale, le coût de l'éducation des enfants jusqu'à l'université s'est beaucoup accru pour les familles par rapport à la période collectiviste⁽⁴²⁾. À Lianhe, les parents se plaignent ainsi du fait que les frais liés à l'éducation de leurs enfants absorbent une grande partie de leurs revenus. Dans ces circonstances, ils pèsent prudemment la manière dont ils répartissent leurs ressources, limitées, entre leurs différents enfants. Mais accordent-ils toujours leur préférence aux garçons ?

La plus grande différence entre les études supérieures et d'autres voies d'ascension sociale, et particulièrement la carrière de cadre ou l'engagement dans l'armée, est que la réussite scolaire est fondée sur le mérite et les résultats scolaires ainsi que sur les ressources du foyer, plutôt que sur le genre. Cela ouvre donc la voie autant aux femmes qu'aux hommes, ce qui, s'ajoutant aux changements socio-économiques et démographiques affectant les ménages ruraux, modifie les stratégies d'investissement des parents dans l'éducation de leurs enfants. Un investissement plus important en direction des enfants obtenant de meilleurs résultats scolaires, qu'ils soient filles ou garçons, peut être largement observé à Lianhe, ce qui tend à favoriser l'égalité de genre dans l'éducation.

Ainsi que l'illustre le Tableau 1, à Lianhe, dans la période des réformes, 35 jeunes gens ont accompli leur souhait de « quitter la ferme » (*tiaochu nongmen*), parmi lesquels on compte 12 garçons et 23 filles. Parmi elles, quatre appartiennent à des familles qui n'ont eu que des filles, tandis que les 19 restantes ont un frère, aîné ou cadet⁽⁴³⁾, dont deux qui ont également un frère diplômé de lycée professionnel ou d'université et cinq qui ont un frère qui a quitté l'école après les neuf années de scolarité obligatoire, les autres ayant un frère cadet qui poursuit ses études au collège ou au lycée (*chuzhong* ou *gaozhong*). J'ai aussi rencontré des parents qui m'ont affirmé qu'ils investiraient davantage dans l'éducation de leur fille avec l'espoir qu'elle soit admise à l'université, parce qu'ils ont l'impression qu'elle pourrait avoir de meilleurs résultats scolaires que leur(s) fils. Si la majorité des familles de ces 35 jeunes gens dispose de ressources limitées, beaucoup de parents m'ont expliqué qu'ils avaient emprunté de l'argent aux banques locales ou à leurs proches afin de payer l'éducation de leurs enfants scolairement prometteurs, qu'ils soient garçons ou filles. Mes entretiens avec deux filles ayant de bons résultats ont révélé que leurs frères avaient arrêté l'école après les neuf années obligatoires afin que les ressources limitées des familles soient concentrées sur les filles qui avaient de meilleurs résultats. Le frère de l'une d'entre elles est même parti travailler dans le Guangdong, afin de gagner l'argent nécessaire pour payer les frais de scolarité de sa sœur.

L'investissement en faveur de l'enfant qui obtient les meilleurs résultats se justifie par les bénéfices importants promis par son succès. En premier lieu, l'obtention du *hukou* urbain et des prestations qui y sont associées ; en second lieu, un emploi stable en ville pourrait apporter plus de revenus que le travail agricole ou que la migration. Enfin, cela signifie une résidence permanente en ville, tandis que la migration de travail est souvent temporaire, en particulier pour les femmes⁽⁴⁴⁾. Ces retours sur investissement en faveur de la scolarité des enfants talentueux sont également remarqués par les autres villageois, qui sont encouragés à suivre ces exemples. Dans un cas à Lianhe, la famille de deux sœurs a traversé de grandes difficultés écono-

miques lorsque celles-ci étaient à l'université, mais dorénavant, d'après leur mère, le salaire payé mensuel de chacune équivaut au revenu annuel de tout un ménage rural moyen. De tels cas encouragent sans aucun doute les aspirations des parents en faveur de l'éducation des filles, en particulier dans les ménages sans fils.

À Lianhe, les parents, en particulier les mères, déclarent souvent qu'entre leur fils et leur fille, ils préféreraient que ce soit leur fille qui « quitte la ferme », considérant que « la vie à la campagne est trop difficile pour une fille ! » En fait, dans les histoires racontées par les parents et les filles de Lianhe, les filles qui ont obtenu un *hukou* urbain grâce aux études supérieures vivent maintenant dans un « monde différent ». En 2005, j'ai rencontré Da'e, 24 ans, habitante de Lianhe. Elle a quitté l'école à l'âge de 16 ans en raison de ses piètres résultats, et migré au Fujian puis au Guangdong afin d'y trouver du travail. Puis elle est rentrée à Lianhe après la fermeture du salon de coiffure dans lequel elle travaillait à Canton. Elle m'a dit la chose suivante, lorsqu'elle a fait mention de Ling, une ancienne voisine et camarade de classe de Lianhe qui a choisi de faire une carrière universitaire, puis a obtenu un *hukou* urbain à Canton et trouvé un emploi dans une banque après l'obtention de son diplôme :

Nous vivons toutes les deux à Canton, mais appartenons à deux mondes différents. Nous avons grandi ensemble, mais maintenant je fais partie de cette « population de travailleurs flottants », tandis qu'elle est un « col blanc ». Nous aurons des chemins de vie totalement différents, le sien, relativement facile et sécurisé, le mien, rempli de difficultés et d'incertitudes.

À Lianhe, les garçons qui ne réussissent pas à avoir de bons résultats scolaires peuvent développer des aptitudes manuelles comme le pilotage de machines lourdes, la peinture, la conduite, la soudure ou la mécanique, grâce à l'apprentissage ou à l'enseignement professionnel. Ces compétences leur garantissent souvent un revenu décent dans les zones rurales, mais ces métiers sont considérés comme inadaptés pour les filles⁽⁴⁵⁾. Celles sans diplôme scolaire aident leurs parents à la ferme ou bien travaillent à l'usine, au chef-lieu du district, ou dans d'autres zones urbaines. Après s'être mariées, elles travaillent dur, partageant leur temps entre les tâches domestiques et leur emploi à la ferme ou à l'usine. Comme les parents dans les campagnes du Shaanxi, la plupart des parents et des filles de Lianhe « qui voient autour d'eux un marché du travail difficile, restent convaincus que la seule manière pour une fille d'avoir une vie meilleure est de faire des études supérieures »⁽⁴⁶⁾.

Cette évolution a amélioré significativement l'égalité des sexes en matière d'éducation dans les zones rurales, ainsi que le mentionne l'article d'Isabelle Attané publié dans ce même dossier. Des études quantitatives montrent que l'origine géographique (urbaine ou rurale) constitue un handicap plus

41. Delia Davin, « The State and Population Planning: China and Romania Compared », 1991, Leeds, University of Leeds, *East Asia Papers*, n° 1.

42. Weng Naiqun (éd.), *Cunluo shiye xia de nongcun jiaoyu...*, *op. cit.*

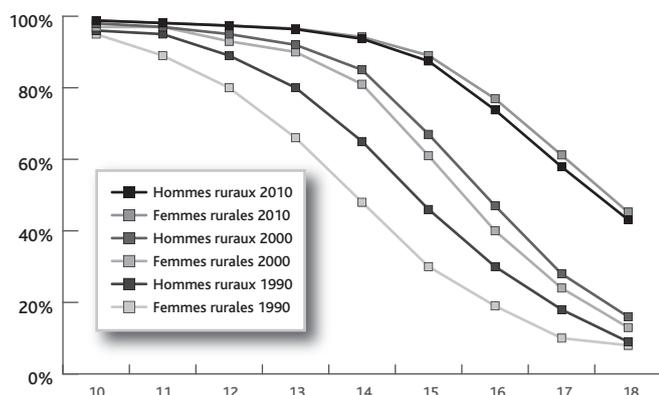
43. La plupart des filles ont un frère plus jeune, ce qui est autorisé par l'atténuation de la politique de planning familial ; tandis que deux ou trois d'entre elles ont un frère aîné, résultant d'une infraction à cette politique.

44. Rachel Connelly, Kenneth Roberts et Zheng Zhenzhen, « The Impact of Circular Migration on the Position of Married Women in Rural China », *Feminist Economics*, 2010, vol. 16, n° 1, p. 3- 41.

45. Heidi Ross relève des représentations similaires parmi les parents dans le Shaanxi rural. Voir Heidi Ross, « Challenging the gendered dimensions of schooling... », *art. cit.*, p. 167.

46. Heidi Ross, « Challenging the gendered dimensions of schooling... », *art. cit.*, p. 162.

Figure 1 – Proportions de jeunes (10-18 ans) étant toujours scolarisés selon l'âge et le sexe, Chine, 1990, 2000, et 2010.



Source : Recensements de 1990, 2000, et 2010. Les données de 1990 et de 2000 font référence à Zheng Zhenzhen, Rachel Connelly, « Cong liangci renkou pucha jieguo kan Zhongguo de jiaoyu fazhan » (Observations sur le développement de l'éducation en Chine à partir des recensements de la population), *Renkou yu jingji* (Économie et Population), 2008, n° 4, p. 44-50.

grand pour l'accès à l'éducation que le sexe⁽⁴⁷⁾. Ainsi que l'illustre le graphique 1, entre 1990 et 2000, les écarts entre les sexes dans l'accès à l'instruction des enfants des campagnes s'amenuisent tant en ce qui concerne les neuf années de scolarité obligatoire que la poursuite d'une scolarité facultative – notamment la période de préparation pour l'université qui se déroule généralement entre 16 et 18 ans. En 2000, même si les garçons recevaient encore en moyenne une meilleure éducation que les filles du même groupe d'âge, les améliorations en matière d'égalité des sexes dans la Chine rurale sont manifestes, spécialement pour les jeunes entre 16 et 18 ans, l'âge d'entrée à l'université. En 2010 en milieu rural, les taux de poursuite de la scolarité des filles étaient très proches de ceux des garçons avant l'âge de 13 ans. Plus fondamentalement, pour la première fois dans l'histoire, pour chaque groupe d'âge entre 13 et 18 ans, de plus grandes proportions de filles que de garçons poursuivent leurs études. Cela signifie que l'égalité des sexes en matière d'éducation a beaucoup progressé en Chine rurale.

Les améliorations dans l'éducation des filles des campagnes sont toutefois sujettes à une logique développementaliste, qui considère que les filles éduquées vont accélérer le développement de leur famille et de l'État, sans se soucier des effets possibles que le désir de poursuivre une scolarité longue pourrait avoir sur elles⁽⁴⁸⁾. En fait, des études menées en Chine rurale suggèrent qu'il est particulièrement important pour les filles de la campagne de faire preuve de bonnes capacités scolaires et ce, dès le plus jeune âge⁽⁴⁹⁾. Cela signifie qu'elles doivent travailler énormément et qu'elles ne sont considérées prioritaires sur leurs frères que lorsque leurs résultats scolaires sont incontestablement meilleurs et qu'elles font preuve de chances indubitables de réussite, ce qui augmente la pression considérable qui repose sur leurs épaules. De plus, dans la mesure où la poursuite de l'égalité des sexes n'est pas une fin en soi, cet état de fait pourrait être bouleversé par le moindre changement de circonstances. Nous aborderons cette question dans la section suivante. Quoi qu'il en soit, ce qui est observable à Lianhe est similaire à ce qui se passe dans les campagnes du Shaanxi, où Heidi Ross a mené sa recherche : « les considérations les plus fréquentes, au regard des performances scolaires des filles, consistaient à se demander si la poursuite des études pouvait être opportune, réalisable et si elle apporterait un emploi stable, de préférence de fonctionnaire »⁽⁵⁰⁾. Dans ce sens, la réduction de

l'écart entre les sexes en matière d'éducation dans les zones rurales est d'une certaine manière une conséquence non voulue de la transition structurelle complexe que connaît la Chine.

De plus, ainsi que l'illustre le graphique 1, tant en 1990 qu'en 2000, moins d'un cinquième des jeunes ruraux étaient encore dans l'enseignement général à l'âge de 18 ans. En 2000, plus de la moitié des garçons et filles de 16 ans n'étaient plus à l'école, c'est-à-dire qu'ils n'étaient pas allés plus loin que les neuf années de scolarité obligatoires. Malgré une augmentation de la durée des études en 2010, moins de la moitié des jeunes ruraux étaient encore scolarisés à l'âge de 18 ans. Lianhe ne fait pas exception à cet égard. Les parents rencontrés m'ont raconté que si leurs enfants n'avaient pas le potentiel ou la chance de réussir à l'école, devenir travailleur migrant (*dagong*) en ville était l'issue de secours. La migration économique est devenue un moyen important permettant d'augmenter le niveau de vie des familles, le salaire moyen d'un travailleur migrant étant plus de trois fois supérieur à celui d'un paysan moyen⁽⁵¹⁾. Mais la manière dont se répartissent les emplois disponibles est plus compliquée que ce à quoi nous pourrions nous attendre. La répartition des ressources entre les enfants qui sont sortis du système scolaire dépend fortement de la structure par sexe de la fratrie et de la situation économique de la famille. Dans les ménages où les filles comme les garçons n'ont pas été brillants à l'école, les parents peuvent essayer, si leur situation économique leur permet, d'acheter les droits d'inscription dans une école secondaire d'enseignement technique. Si les ressources sont maigres, de telles opportunités sont généralement réservées aux garçons, puisque ceux-ci sont perçus comme étant responsables de la survie économique de leur famille après le mariage, tandis que les filles vont assister la famille de leur mari dans la réalisation de tâches domestiques non rémunérées. Il en résulte que la plupart des garçons ayant abandonné leurs études commencent à apprendre un métier manuel alors que les filles travaillent à la chaîne ou dans le secteur des services. Toutefois, dans les familles constituées uniquement de filles, les ressources sont réparties entre elles de manière égalitaire.

Dans le district où est situé Lianhe, environ 54 % des jeunes âgés entre 18 et 35 ans ont quitté leur village natal pour travailler dans les grandes villes en 2005. Parmi ceux-ci, à peu près 70 % étaient des femmes, probablement en raison de la réputation de leurs « doigts de fée » dont elles bénéficient dans les usines de Chine méridionale travaillant pour l'exportation⁽⁵²⁾. Si le gouvernement local ne dispose pas de données sur leur niveau d'éducation, à en juger par leur âge, la grande majorité de ces jeunes femmes ont quitté l'école à l'issue des neuf années de scolarité obligatoire.

Comparé à l'éducation et à la migration de travail, le mariage semble être une voie d'ascension sociale moins significative à Lianhe depuis les réformes. En premier lieu, depuis la décollectivisation, les luttes politiques au sein du

47. Zheng Zhenzhen et Rachel Connelly, « Cong liangci renkou pucha jieguo kan Zhongguo de jiaoyu fazhan » (Observations sur le développement de l'éducation en Chine à partir des résultats de deux recensements de la population), *Renkou yu jingji* (Population et économie), n° 4, vol. 169, 2008, p. 44-50.

48. Heidi Ross, « Challenging the gendered dimensions of schooling... », *art. cit.*, p. 148.

49. Emily Hannum, Peggy Kong et Yuping Zhang, « Family sources of educational gender inequality in rural China: A critical assessment », *Gansu Survey of Children and Families Papers*, University of Pennsylvania, 2008, http://repository.upenn.edu/gansu_papers/6 (consulté le 13 novembre 2012).

50. Heidi Ross, « Challenging the gendered dimensions of schooling... », *art. cit.*, p. 165.

51. Ha Wei, Junjian Yi et Junsen Zhang, « Inequality and Internal Migration in China: Evidence from Village Panel Data », *UNDP Human Development Research Paper 2009/27*, p. 9. Accédé le 2 décembre 2010, http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2009/papers/HDRP_2009_27.pdf (consulté le 13 novembre 2012).

52. Zhang Hong, « China's New Rural Daughters Coming of Age... », *art. cit.*

village ont été moins intenses, et l'endogamie villageoise semble avoir perdu de sa popularité. En second lieu, les chances d'épouser un détenteur de *hukou* urbain issu d'un district ou d'une préfecture voisins semblent non seulement impossibles en raison des migrations de travail à grande échelle, mais aussi peu séduisantes en raison des écarts socioéconomiques entre l'intérieur des terres et les régions côtières que les jeunes filles migrantes ont pu observer. En théorie, la migration de travail pourrait faciliter le mariage des filles de la campagne avec des garçons des régions côtières et causer un déficit d'épouses potentielles dans l'intérieur des terres, ainsi que le note Delia Davin⁽⁵³⁾. Cela pouvait être vrai avant 1990 : le recensement mené cette année-là a révélé que le mariage était la raison principale de la migration des femmes⁽⁵⁴⁾. Mais le recensement de 2000 a montré que plus de deux tiers des migrantes âgées de 15 à 44 ans ont cité l'emploi et non le mariage comme la principale raison de leur migration⁽⁵⁵⁾. À Lianhe et dans les villages alentour, en 2005 et 2006, je n'ai pas observé un seul cas où une fille rurale a migré dans une région plus riche grâce au mariage. Cela pourrait être dû au fait que les contacts de ces filles avec des hommes locaux sont limités d'une part parce que leurs réseaux sociaux se réduisent aux « personnes du même village natal » ou aux autres collègues de travail⁽⁵⁶⁾, d'autre part parce que l'organisation du travail et les dortoirs attenants à l'atelier font de l'usine leur unique espace de travail et de vie.^(57,58)

L'éducation est-elle encore une voie d'ascension sociale ?

Quand les possibilités d'ascension sociale promises par l'éducation ne sont plus aussi nombreuses qu'avant, quelles en seront les conséquences sur l'investissement scolaire des parents ruraux ? Les recherches montrent que les retours sur investissement dans l'éducation supérieure ont décliné vers la fin des années 1990 avec l'expansion du système universitaire et l'élargissement du recrutement des étudiants. D'abord, la difficulté des nouveaux diplômés à obtenir un emploi stable est devenue un des principaux soucis ces dernières années⁽⁵⁹⁾. Une compétition acharnée sur le marché du travail et l'influence des *guanxi* (le réseau relationnel d'une personne) ont également accru les difficultés rencontrées par les personnes d'origine modeste, particulièrement des jeunes diplômés d'origine rurale⁽⁶⁰⁾. Plus fondamentalement, les recherches montrent que ces dernières années, les taux d'admission de jeunes étudiants d'origine rurale ont diminué de manière continue dans les universités figurant dans le premier tiers du classement des établissements d'enseignement supérieur, la grande partie des étudiants d'origine rurale se retrouvant cantonnée dans les universités moins prestigieuses⁽⁶¹⁾, ce qui les fragilise dans leur compétition avec les étudiants issus de meilleures universités.

En second lieu, même lorsqu'ils trouvent un travail, les prix de l'immobilier, qui ont grimpé en flèche, et le coût de la vie dans les villes chinoises, rendent difficile le remboursement des sommes que leurs parents ont investies pour leur éducation. Ces jeunes d'origine rurale qui parviennent à obtenir un statut urbain grâce aux études supérieures sont souvent appelés « hommes phénix » (*fenghuang nan*) et « femmes phénix » (*fenghuang nü*)⁽⁶²⁾. En comparaison de leurs homologues urbains, qui reçoivent souvent l'aide financière de leurs parents pour les achats immobiliers⁽⁶³⁾, ces jeunes diplômés d'origine rurale non seulement ne reçoivent pas d'aide, mais doivent envoyer de l'argent en retour pour aider leurs parents. Et en comparaison avec les « femmes phénix », les « hommes phénix » connaissent de bien plus grandes difficultés, puisque les époux doivent traditionnellement se procurer un logement pour

fonder un futur foyer⁽⁶⁴⁾. Dans l'incapacité de ce faire, leurs perspectives de mariage en ville en sont grandement affectées. Les parents à Lianhe sont très sensibles à ce changement. Une mère anxieuse m'a demandé : « Quand est-ce que mon fils pourra enfin se marier et avoir sa maison ? » Celui-ci est diplômé d'université et travaille désormais à Shenzhen. Avec un revenu mensuel d'à peu près 7 000 yuans, très décent pour des villageois de Lianhe, il ne peut cependant pas se permettre d'acheter un appartement à Shenzhen, ce qui a contribué à sa rupture avec sa petite amie. Dans le même temps, un autre jeune homme de Lianhe, l'un de ses camarades de collège, a économisé près de 100 000 yuans en travaillant dans le bâtiment à Shenzhen pendant des années. Avec cet argent, il a construit une maison de deux étages pour lui à Lianhe et a épousé une fille du Henan qu'il avait rencontrée à Shenzhen. La comparaison de ces deux situations ne fait qu'accroître l'inquiétude de la mère quant à l'avenir de son fils.

Ces situations ont découragé l'investissement des ruraux dans l'éducation de leurs enfants, et l'idée que l'éducation ne sert à rien est en train d'émerger et domine désormais dans certaines régions rurales, en particulier dans les zones pauvres⁽⁶⁵⁾. Quand les ressources domestiques sont restreintes, les parents ne vont plus emprunter de l'argent pour envoyer les enfants prometteurs à l'école, comme certains le faisaient avant 2000, puisque les promesses de réussite sociale ne sont plus aussi grandes. Dans les familles plus aisées, toutefois, quand les circonstances économiques le permettent, les parents semblent encore prêts à investir dans les études supérieures des filles, d'autant que la vie en ville semble plus facile pour les « femmes phénix » que pour les « hommes phénix », qui doivent pouvoir acheter une maison pour leur future vie de famille⁽⁶⁶⁾. En somme, les performances scolaires des filles et la situation économique de la famille jouent un rôle crucial.

53. Delia Davin, *Internal migration in contemporary China*, Basingstoke, Macmillan, 1999.
54. Cindy C. Fan, « Migration and Gender in China », in Chung-ming Lau et Jianfa Shen (éd.), *China Review*, Hong Kong, Chinese University Press, 2000, p. 423–54.
55. Zai Liang et Zhongdong Ma, « China's Floating Population: New Evidence from the 2000 census », *Population and Development Review*, vol. 30, n° 3, septembre 2004, p. 467–88.
56. Shen Tan, « Gender Difference in the Migration of Rural Labour », *Social Sciences in China*, 1998, p. 70–76.
57. Ngai Pun, « Gendering the dormitory labor system: Production, reproduction, and migrant labor in South China », *Feminist Economics*, vol. 13, n° 3–4, 2007, p. 239–258.
58. Partant de sa recherche effectuée dans un autre district du Hubei et de son analyse de données nationales issues de l'Enquête sur les revenus des ménages en Chine (vagues de 1995 et de 2002), Lei Meng suggère que les travailleuses migrantes pourraient souhaiter se marier avec des urbains mais échouent en raison « d'informations incomplètes et de réseaux sociaux inadéquats » dans les zones urbaines. Lei Meng, « Bride Drain: Rising Female Migration and Declining Marriage Rates in Rural China », Working Paper, Xiamen University, 2009, p. 5–6, http://se.sufe.edu.cn/upload/_info/32822_0910120859381.pdf (consulté le 14 novembre 2012).
59. *Jiefang Ribao*, « Xunzhao daxuesheng jiyue de chuntian » (Looking for springtime: Employment of university graduates), 17 février 2009.
60. Wu Bin et Zheng Yongnian, « Expansion of Higher Education in China... », *art. cit.*
61. Hongbin Li, « China's Human Capital Inequality: Evidence from College Entrance Exams and Admissions », papier présenté à la conférence *Is Growth without Equity Today in China Tomorrow's Instability?*, Stanford University, 6 décembre 2011, http://iis-db.stanford.edu/evnts/6930/Hongbin_Li_Stanford_talk_1.pdf (consulté le 13 novembre 2012).
62. Ces deux termes ont été forgés à partir de l'expression chinoise « Les moineaux se transforment en phénix » (*Maque bian fenghuang*), indiquant une forte mobilité sociale ascendante.
63. Sun Liping, « Dusheng zhinü jiating jieyou shi zhicheng Zhongguo fangjia shangzhang zhongyao yinsu » (La structure familiale de la génération de l'enfant unique a fortement contribué à l'augmentation massive du prix de l'immobilier), *Jingji guancha bao* (Journal d'observation économique), 8 août 2006.
64. Zhang Li, *In Search of Paradise: Middle-class Living in a Chinese Metropolis*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2010.
65. *Changsha Wanbao*, « Nongcun daxuesheng jiyue nan, chuxian 'xin dushu wuyong' lun » (Les difficultés des diplômés de l'université pour trouver un travail engendrent la réapparition de l'idée selon laquelle « l'éducation est inutile »), 21 juin 2006.
66. Zhang Li, *In Search of Paradise...*, *op. cit.*

Conclusion

Depuis 1958, le système du *hukou* et les initiatives du gouvernement en faveur des zones urbaines ont fait de l'acquisition d'un statut urbain une étape incontournable de l'ascension sociale. Tout au long des six dernières décennies, les études supérieures, la carrière de cadre et l'engagement dans l'armée ont été des moyens appropriés ou inappropriés d'obtenir le statut urbain pour les garçons ou pour les filles, en fonction des changements de circonstances politiques ou socioéconomiques et des différentes politiques. Le mariage et la migration de travail ont aussi constitué des moyens d'ascension sociale. En adoptant une approche biographique, cette recherche examine la manière dont les parents de Lianhe ont répondu aux implications fluctuantes de ces moyens de mobilité sociale et aux conséquences pour leurs enfants en fonction de leur sexe. Malgré des choix en apparence individuels, les décisions de répartition des ressources entre enfants que les parents opèrent dans les campagnes sont déterminées par des éléments d'ordre familial (mariage et politique démographique), économique (emploi et situation du marché du travail) et culturel (valeurs et préférences genrées des pères et mères relatives aux rôles et aspirations pour leurs fils et filles). Cette recherche suggère qu'en dehors de ce qui résulte des efforts du gouvernement chinois, la réduction de l'écart entre les sexes dans la poursuite d'une scolarité au-delà de la scolarité obligatoire est aussi un « effet involontaire » des tentatives de la population rurale de franchir le fossé qui sépare zones rurales et urbaines et d'accomplir ainsi une forme de mobilité sociale. L'éducation comme voie d'ascension sociale est aussi ouverte aux filles. Les facteurs clé de la réussite sont les compétences scolaires des filles et la situation économique de la famille.

Malgré tout, le lien que l'on observe entre les moyens d'ascension sociale et l'amélioration de l'égalité des sexes en Chine rurale révèle que dans cette logique, les filles éduquées acquièrent de la valeur pour leurs parents en tant que moyens de réduire la pauvreté et d'augmenter les ressources de la famille. Le fait qu'une telle stratégie puisse avoir un impact sur la vie des filles de la campagne elles-mêmes est rarement pris en compte. Durant la période collectiviste, les filles étaient ainsi forcées de quitter l'école pour participer au travail domestique ou collectif, ou d'accepter un mariage contre leur gré tandis qu'à l'ère des réformes, les filles avec de piètres résultats scolaires quittent l'école pour devenir des travailleuses migrantes. Du point de vue de l'éducation des filles à la campagne, la logique des parents est conforme à la logique développementaliste⁽⁶⁷⁾ de l'État chinois qui, d'une certaine manière, favorise l'amélioration de l'égalité des sexes dans l'éducation. Mais comme

s'en inquiète Heidi Ross, les vies de ces filles étant rarement considérées en elles-mêmes, cette amélioration pourrait s'en trouver altérée⁽⁶⁸⁾. Alors que les logiques familiales semblent reproduire celles de l'État, les progrès de l'égalité des sexes dans l'éducation pourraient facilement être compromis.

De plus, des recherches récentes montrent que le fossé entre les jeunes urbains et ruraux dans l'accès à l'enseignement supérieur revêt désormais une dimension plus subtile dans laquelle les enfants issus de la campagne se concentrent dans les universités les moins prestigieuses, mais aussi que la fonction d'ascenseur social exercée par l'éducation est en déclin. Le fait que ce fossé soit encore en train de se creuser et devienne de plus en plus difficile à franchir a déjà influencé de manière négative le « désir d'éducation » de la population rurale chinoise. Comment cela va-t-il affecter l'égalité des sexes en Chine rurale ? Cette question demande plus d'attention et de recherches.

Par ailleurs, l'approche biographique nous permet d'observer des dynamiques familiales dans le temps. Nous avons vu que durant la période collectiviste, les hommes d'un certain âge avaient plus de chances d'obtenir un *hukou* urbain grâce à des promotions dans des fonctions officielles ou dans l'armée. Depuis les réformes, en revanche, les jeunes gens sont davantage favorisés de ce point de vue puisqu'ils ont l'opportunité d'obtenir un *hukou* urbain grâce aux études supérieures ou d'améliorer leur niveau de vie grâce à une migration de travail dans le Sud et l'Est du pays.

Finalement, alors que nos conclusions s'appuient sur une recherche menée dans un village de Chine centrale, des observations similaires (notamment sur les moyens de mobilité sociale offerts aux filles des campagnes ou sur la perception de la hiérarchie entre éducation universitaire, éducation professionnelle, migration de travail vers les villes, et mariage) ont été faites sur d'autres régions rurales, en particulier au Shaanxi⁽⁶⁹⁾, au Shangdong⁽⁷⁰⁾, au Sichuan, au Yunnan, au Guizhou⁽⁷¹⁾ et au Gansu, qui se caractérisent toutes par une grande pauvreté et un fossé très important entre les villes et les campagnes. De ce point de vue, le cas de Lianhe fournit donc une illustration supplémentaire des circonstances vécues par les habitants des zones rurales chinoises pauvres.

■ Traduit par Matei Gheorghiu.

■ Huang Yuqin est chercheuse associée à l'Institut Max Planck pour l'étude des religions et de la diversité ethnique.

Max Planck Institute for the Study of Religious and Ethnic Diversity,
Hermann-Föge-Weg 11, 37073 Göttingen, Allemagne
(huang@mmg.mpg.de).

67. Heidi Ross, « Challenging the gendered dimensions of schooling... », *art.cit.*, p. 148.

68. *Ibid.*

69. *Ibid.*

70. Lynn Paine et Brian Delany, *art. cit.*

71. Weng Naïqun (éd.), *Cunluo shiye xia de nongcun jiaoyu...*, *op. cit.*